|  |
| --- |
| **Thème 3** theme3@snes.edu |

**Consignes à respecter pour les remontées**

**des congrès académiques**

* **Aucune modification dans les deux premières colonnes (les numéros et le texte initial)**
* Tous les amendements académiques doivent apparaître dans la dernière colonne. **S’il n’y a aucune modification sur le paragraphe, la case doit rester vide !**
* **Les ajouts par rapport au texte initial seront identifiés par du gras + italique : *ajout***
* **Les suppressions par rapport au texte initial seront identifiées par un barré simple sans gras, sans italique :** ~~suppression~~
* Aucune couleur ne sera prise en compte dans les remontées académiques
* Aucun commentaire, suivi de modifications, note de bas de page, surlignage etc. ne devra être ajouté au document
* Toujours commencer un amendement par un verbe d'action : ajouter, supprimer, remplacer, etc.
* Utiliser le raccourci § pour éviter de saisir « paragraphe » à chaque fois, cela permet de gagner de la place.
* Réduire le nombre de caractères autant que faire se peut : il est inutile de recopier tout un paragraphe pour un ou deux mots. Donc utiliser les (...) pour dire qu'on est plus au début du § et qu'on a coupé. Pour dire que le § continue après la modification, merci d’utiliser le ...
* Pour la féminisation, merci d’adopter le -e (pour les publications nationales papier finales, nous remplacerons par le point médian moins facilement accessible au clavier).
* Merci d’ajouter **devant votre amendement** en 3ème colonne, les 3 lettres de votre académie en majuscule *à la place des XXX*. Cela facilitera le travail de compilation de nos salariées.

**Thème 3 - Pour une société juste et solidaire**

**Rapporteur-es : Magali Espinasse, Marylène Cahouet, Hervé Le Fiblec, Hervé Moreau**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Texte initial – NE RIEN INSCIRE NI MODIFIER DANS CETTE COLONNE** | **Vos amendements académiques** |
| 001 | Thème 3 : Pour une société juste et solidaire | XXX -  |
| 002 | Introduction : Un syndicalisme à l’écoute des questions de société | XXX - |
| 003 | Syndicat de transformation sociale, le SNES-FSU se donne les leviers pour agir dans une dynamique de progrès social. Il revendique et promeut une société dans laquelle égalité, justice, solidarité et responsabilité vont de pair. Une société qui ne se préoccuperait pas de justice, de~~s~~ libertés, de~~s~~ stratégies écologiques en dehors de son territoire se mettrait en danger. La Covid en a donné une preuve manifeste. | XXX - |
| 004 | Pour le syndicat, il y a nécessité à voir plus loin que son strict périmètre. Le thème 3 traite de questions de fond qui ont toute leur place dans le champ d’action du SNES-FSU : ses projets pour l’Ecole et les Services Publics ne peuvent prendre corps que dans une société différente, juste et solidaire. Les gouvernements successifs ont mis à mal les solidarités et les libertés, en agissant à l’encontre des intérêts du plus grand nombre, par des réformes sur les retraites, la fiscalité, la sécurité sociale, en restreignant les libertés publiques. Le SNES-FSU a des propositions et des revendications à faire valoir et à approfondir. Ce thème 3 est à l’image de sa conception d’un syndicalisme dynamique, ouvert et créatif, à l’écoute des questions de société. | XXX - |
| 005 |  | XXX - |
| 006 | Fiche 1 – Fiscalité et justice sociale | XXX - |
| 007 | 1.1 Pour un système fiscal juste | XXX - |
| 008 | Le système fiscal constitue un des piliers pour financer les dépenses publiques et assurer la redistribution des richesses. | XXX - |
| 009 | Au fil des années, le système est devenu inégalitaire et les grandes fortunes se sont considérablement enrichies. La fin de l’ISF, la baisse de l’impôt sur les sociétés, la plupart des niches fiscales et les régimes dérogatoires remettent en question le principe d’égalité devant l’impôt. Les impôts indirects pèsent lourdement sur les plus faibles revenus. | XXX - |
| 010 | Fraudes et évasion fiscale perdurent. La taxe GAFA française est dérisoire face aux bénéfices records des géants du numérique.  | XXX - |
| 011 | Les inégalités flagrantes provoquent le rejet de l’impôt : quelle campagne mener pour sensibiliser nos collègues et l’opinion sur le rôle de l’impôt pour les solidarités ? Des mesures sont à revendiquer en faveur d’une politique sociale juste : améliorer le rendement de l’impôt sur le revenu des personnes physiques, renforcer sa progressivité, mettre fin aux cadeaux fiscaux aux plus riches et au capital, lutter contre les paradis fiscaux. L’impôt sur les successions, symbolique de la priorité accordée au patrimoine, est à l’ordre du jour : quelle réforme envisager ? | XXX - |
| 012 |  | XXX - |
| 013 | 1.2 Services Publics | XXX - |
| 014 | La réforme globale de la fiscalité ne peut s’effectuer qu’avec le développement des Services Publics, le recrutement de personnels, des moyens juridiques et plus de démocratie. Les Services publics assurent la double fonction de contribution à la production des richesses et de redistribution. Ils ont aussi à jouer un rôle déterminant dans la protection de l’environnement. Mais les agents connaissent une crise profonde qui ne leur permet pas de remplir leurs missions. Le SNES et la FSU doivent jouer un rôle majeur pour la défense et la valorisation des Services Publics. | XXX - |
| 015 |  | XXX - |
| 016 | 1.3. La crise du logement | XXX - |
| 017 | Elle s’est accentuée, avec des répercussions catastrophiques, notamment sur les élèves et leur famille, pendant la pandémie. Le mal-logement n’épargne pas les fonctionnaires et notamment les collègues en début de carrière. Les politiques actuelles renforcent financiarisation du logement social et inégalités sociales. | XXX -  |
| 018 | Une réforme globale est nécessaire au niveau du budget et des politiques urbaines en faveur des habitants et du climat. Comment garantir le droit au logement pour toutes les catégories de population ? Le SNES-FSU lutte sur ces questions avec d’autres forces syndicales et des associations. Comment faire de cette question un sujet revendicatif mieux partagé ? | XXX - |
| 019 |   | XXX - |
| 020 | Fiche 2 – Défendre et reconquérir la Sécurité sociale | XXX - |
| 021 | 2.1. Un financement et une gouvernance à reconquérir | XXX - |
| 022 | Alors que la Sécu a fait la preuve de son efficacité durant la crise sanitaire, elle est plus que jamais menacée. Le gouvernement a fait le choix, via la CADES, de faire rembourser une partie de la dette née des dépenses supplémentaires liées au Covid en puisant dans les ressources de la Sécurité sociale. Le SNES, avec la FSU, dénonce ce choix et confirme ses mandats pour la gestion démocratique et le financement de la Sécu. Les cotisations sociales doivent redevenir une ressource dominante et légitime avec un élargissement de l’assiette de prélèvement pour financer des droits universalisés. Le SNES avec la FSU dénonce la création de la 5ème branche dans un contexte d'étatisation de la sécu (gestion par la Caisse Nationale de Solidarité pour l’autonomie, établissement public, créé en 2005 et financement par la CSG). Quelle mobilisation envisager pour que la CSG sur les revenus du travail soit requalifiée en cotisation ? Comment mobiliser contre les risques récurrents de fusion des budgets de l’Etat et de la Sécu ? | XXX - |
| 023 |  | XXX - |
| 024 | 2.2. Politiques sociales | XXX - |
| 025 | La crise sanitaire a accentué la pauvreté et démontré qu’une part importante de la population y est exposée. Santé, perte d’autonomie, logement, retraite, famille, chômage… les besoins sont immenses : autant de terrains de lutte pour le SNES et la FSU au sein de convergences nécessaires. | XXX - |
| 026 | Avec la FSU, le SNES doit mobiliser pour que la protection sociale des jeunes, des précaires, des privé-es d’emploi et des personnes en situation de handicap ou de perte d’autonomie soit très significativement renforcée, au-delà de la nécessaire revalorisation des minima sociaux et de l’abandon de la réforme actuelle de l’assurance chômage. | XXX - |
| 027 | Une politique familiale ambitieuse doit bénéficier à tous les ménages dès le 1er enfant, ce qui implique notamment de développer le service public de la petite enfance. | XXX - |
| 028 | Quels doivent être les principes et les modalités de mise en oeuvre d’un revenu décent garanti, distinct d’un revenu universel versé sans conditions de ressources ? Quelle articulation avec l’allocation d’autonomie pour tous les jeunes ? Quelle construction pour le Service public de la perte d’autonomie ? | XXX - |
| 029 |  | XXX - |
| 030 | Fiche 3 – Politique de santé | XXX - |
| 031 | La crise sanitaire a fait éclater au grand jour les carences du système public de santé soumis à des décennies d’austérité et de politiques néolibérales. Avec la FSU, et dans le prolongement de ses mandats de Rennes, le SNES porte un ensemble de revendications pour un véritable droit à la santé pour tou·tes qu’il faut mieux faire connaitre et porter. | XXX - |
| 032 |  | XXX -  |
| 033 | 3.1 Refonder le service public de la santé | XXX - |
| 034 | La dégradation importante du système de santé durant les deux derniers mandats présidentiels (augmentation du reste à charge, extension des déserts médicaux…) nécessite d’approfondir notre réflexion et de préciser nos revendications. Comment organiser le système de santé pour mieux articuler médecine de ville et hôpital public, assurer un égal accès sur tout le territoire à des soins spécialisés de haut niveau ? Il est nécessaire de réduire voire de supprimer la part du privé et du lucratif dans l’hospitalier et les EHPAD, de supprimer les dépassements d’honoraires et de développer une médecine préventive. En outre il faut sauver la psychiatrie qui est le parent pauvre de la médecine. | XXX - |
| 035 |  | XXX - |
| 036 | 3.2 Le 100% sécu | XXX - |
| 037 | Pour les agents de la Fonction publique, la réforme de la protection sociale complémentaire a entrainé une rupture des solidarités intergénérationnelles entre actifs et retraités, entre niveaux de revenus. Le régime qui va se mettre en place ne peut être que transitoire. C’est bien une sécurité sociale remboursant à 100% les soins prescrits qui pourra assurer les solidarités entre les assuré-es. | XXX - |
| 038 | Le congrès FSU de Metz a acté l’avancée modérée qu'a représenté l'accord PSC en santé sur l'ordonnance imposée en février 2020 par le gouvernement et a réaffirmé notre mandat du 100% sécu, urgent pour lutter contre les renoncements et les inégalités d’accès aux soins. Avec la FSU, le SNES doit initier une campagne dans ce sens. Sous quelles formes ? Avec quels partenaires ? | XXX - |
| 039 |  | XXX - |
| 040 | 3.3 Démocratie sanitaire | XXX - |
| 041 | La crise a confirmé que les ARS sont essentiellement des courroies de transmission des restrictions budgétaires organisant les fermetures de services et de lits d’hospitalisation. Comment revoir leurs missions et mode de fonctionnement pour la mise en oeuvre d’une politique de santé publique juste et égalitaire ? | XXX - |
| 042 | La pandémie a montré l’importance de politiques coordonnées à l’échelle planétaire et conforte nos revendications en matière de pôle public du médicament et de levée des brevets. | XXX - |
| 043 |  | XXX - |
| 044 | Fiche 4 – Droit à la retraite | XXX - |
| 045 | Les luttes et la pandémie ont contraint le pouvoir à ajourner la réforme des retraites mais pas à l’abandonner. Imposée en mars 2020 à l’Assemblée par le 49-3, elle devait fixer une gestion à l’équilibre sur cinq ans avec la création d’une caisse de retraite des fonctionnaires. Le SNES-FSU a exprimé son opposition et demande le retrait du texte voté qui s’oppose au code des pensions, au statut de la FP et va conduire à une baisse importante des pensions notamment pour les femmes. | XXX - |
| 046 | Le retour de la réforme est prévu par l’exécutif et des candidats de droite avec des mesures paramétriques (recul de l’âge de départ, fin des régimes spéciaux, alignement des régimes public/privé et la remise en cause du code des pensions). | XXX - |
| 047 | La part des retraites dans le PIB diminue depuis 2014 annonçant dans le futur un décrochage important entre actifs et retraités, notamment pour les femmes. | XXX -  |
| 048 | Le gouvernement Castex a présenté comme une avancée les mille euros minimum pour toute retraite : il faut dénoncer ce discours mensonger qui, par ailleurs, gonfle les déficits sciemment, instrumentalise la crise sanitaire pour persuader les citoyens que la réforme est inévitable. | XXX - |
| 049 | Il est nécessaire d’affiner et de faire partager notre conception de la retraite comme un droit et une période de la vie salariée. | XXX - |
| 050 | Notre système de retraites actuel a besoin d’améliorations, de recettes supplémentaires : faut-il revoir nos revendications ? Comment relance-t-on le débat et nos propositions pour une réforme de progrès ? Comment lutter contre le discours fréquent chez les jeunes du « je n’aurai pas de retraite » ? | XXX - |
| 051 |  | XXX - |
| 052 | Fiche 5 – Stratégies écologiques | XXX - |
| 053 | L’urgence écologique est un sujet majeur qui peine à percer dans le débat public. Jusque-là les syndicats s’en emparent peu. Le SNES-FSU n'occupe pas pleinement sa place dans ce combat, mené principalement par les associations et les partis politiques, bien qu'il appelle à manifester pour des occasions particulières. Il est nécessaire d’investir davantage ce sujet. | XXX - |
| 054 | Les COP se succèdent, comme les coups médiatiques du président Macron, sans décisions qui changeraient le cours des évènements, permettraient de rompre avec les dégâts produits par les politiques libérales et une mondialisation débridée. | XXX - |
| 055 | Changer de modèle économique, social et politique est apparu comme nécessaire pour bâtir des stratégies écologiques : c’est ce qu’ont porté notamment les jeunes dans les manifestations pour le climat. Il est de la responsabilité du SNES et de la FSU de prendre toute leur part dans ce combat, en lien avec la défense des services publics. En effet, parce qu’ils donnent la priorité au collectif, qu’ils jouent un rôle essentiel dans l’aménagement du territoire, ils peuvent agir pour la protection de l’environnement et faire émerger des alternatives en termes de transport, de logement, d’alimentation, d’emplois etc. Comment le SNES doit-il s’inscrire dans ces nouvelles luttes pour le climat et l’environnement et mettre les stratégies écologiques au cœur de ses préoccupations ? | XXX - |
| 056 | Quelles réponses à l’urgence écologique en termes de transformation du travail et de la production ? Quelles conséquences sur notre projet éducatif, dans une approche scientifique et non moralisatrice ? L’urgence climatique impose un effort constitutif à ceux qui ont le plus de responsabilités et dont le patrimoine a la plus grande empreinte en termes de pollution. Comment penser une fiscalité juste et efficace ? | XXX - |
| 057 |  | XXX - |
| 058 | Fiche 6 – Exercer ses droits et en conquérir de nouveaux | XXX - |
| 059 | Les mandats du congrès de Rennes restent valables mais des focus sur des questions actuellement vives sont nécessaires.  | XXX - |
| 060 | 6.1 Favoriser la participation au débat public | XXX - |
| 061 | La montée de l'abstention témoigne d'une crise démocratique, renforcée par une pratique du pouvoir qui ignore les forces sociales organisées ou les instrumentalise. Il faut redonner au débat public toute sa place, mieux permettre l'expression et la prise en compte des avis du plus grand nombre, notamment des catégories les plus en marge. Comment le syndicat d'une part, et l'école d'autre part, peuvent contribuer à ces objectifs ? Le développement d'espaces privés numériques comme lieux d'expression ne doit pas conduire à une désinformation massive et à l'éclatement du débat. | XXX - |
| 062 | Quelle stratégie mettre en œuvre pour faire aboutir notre mandat du droit de vote de tous les étrangers résidents aux élections locales ? | XXX -  |
| 063 |  | XXX - |
| 064 | 6.2 Une politique de sécurité respectueuse des personnes | XXX - |
| 065 | La dérive sécuritaire du gouvernement remet en cause les libertés fondamentales et donc la démocratie : répression du mouvement social, entrée dans le droit commun de mesures d'exception, restrictions du droit à manifester, violences policières. | XXX - |
| 066 | Le SNES-FSU exige l'abrogation des lois liberticides et une remise à plat de la législation induite de l'état d'urgence. Comment et sur quelles bases construire une police républicaine soucieuse de l'intérêt général et de la protection de tous ? | XXX - |
| 067 |  | XXX - |
| 068 | 6.3 Réformer la législation sur la fin de vie | XXX - |
| 069 | La législation actuelle sur la fin de vie a montré ses limites. Toute réforme se heurte cependant au refus et au blocage de la part des courants politiques et religieux les plus conservateurs. Le SNES-FSU réaffirme sa volonté de voir appliquer le principe du droit de chacun-e à choisir les conditions de sa fin de vie quand celle-ci apparait comme proche et inéluctable. Quelles conditions et garanties obtenir pour que ce droit puisse s'appliquer de façon éthique et sans dépendre de l'appréciation du seul corps médical ? | XXX - |
| 070 |   | XXX - |
| 071 | 6.4 Protéger les mineurs de l'exploitation sexuelle | XXX - |
| 072 | Face à l'ampleur du phénomène prostitutionnel chez les mineurs, le plan gouvernemental annoncé à l'automne 2021 est nettement insuffisant et met de côté le rôle éducatif que peut jouer l'éducation nationale, notamment en déconstruisant les représentations qui conduisent certaines victimes à ne pas se considérer comme telles. | XXX - |
| 073 | Comment intégrer cette lutte dans l'éducation sans se contenter d'un discours informatif et moralisateur ? | XXX - |
| 074 |  | XXX - |
| 075 | Fiche 7 – Lutter contre toutes les discriminations | XXX - |
| 076 | Le SNES-FSU combat toutes les discriminations et les mandats des congrès précédents sont toujours d'actualité. Il est cependant nécessaire d'en préciser ou développer certains. | XXX - |
| 077 | 7.1 Faire barrage au racisme, à l'antisémitisme, à la xénophobie | XXX - |
| 078 | Les actes racistes, xénophobes et antisémites se multiplient, encouragés par la banalisation dans le débat public de discours issus de l’extrême droite. La nécessaire lutte contre le terrorisme islamiste est dévoyée pour diviser les catégories populaires et le salariat selon les origines et/ou les confessions. | XXX - |
| 079 | Le SNES-FSU continue de lutter contre le racisme et les discriminations sous toutes leurs formes et quelles qu’en soient les victimes. Comment l'école peut-elle mieux jouer son rôle dans la défense de ces principes sans devenir une entreprise de surveillance des jeunes ? | XXX - |
| 080 |  | XXX - |
| 081 | 7.2 Ouvrir l'école aux personnes trans | XXX - |
| 082 | Les difficultés rencontrées dans le milieu scolaire par les personnes trans, qu'elles soient élèves ou personnels, sont patentes. Quelles revendications mettre en avant pour répondre à leur situation ? | XXX - |
| 083 |  | XXX - |
| 084 | 7.3 Respecter les droits des personnes incarcérées | XXX - |
| 085 | Le gouvernement poursuit une politique du tout carcéral, malgré des conditions de détention indignes et des droits souvent déniés aux personnes incarcérées. Comment le syndicalisme peut-il agir pour faire cesser la politique de surexploitation du travail des détenus (absence de garanties, non application du droit du travail, rémunérations très faibles). | XXX - |
| 086 |  | XXX - |
| 087 | Fiche 8 – Défendre les droits et libertés dans le monde | XXX - |
| 088 | 8.1 Pour la paix, le désarmement, le développement des droits démocratiques | XXX - |
| 089 | Les replis identitaires et nationalistes ainsi que les volontés de grandes puissances de s'affirmer dans un monde dont la géopolitique est en pleine redéfinition ont conduit à la multiplication des conflits dans le monde. Le SNES-FSU estime que le développement des droits démocratiques est une des conditions de la paix, tout comme le recours à la diplomatie et au multilatéralisme dans le cadre du droit international. Il continuera de s'engager pour le désarmement, notamment nucléaire. | XXX - |
| 090 | Il condamne guerre que mène la Russie contre l'Ukraine et la déstabilisation qu'elle provoque à l'échelle mondiale. Il appelle au retrait des troupes russes et à une solution négociée de retour à une paix durable dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. | XXX - |
| 091 |  | XXX - |
| 092 | 8.2 Pour une autre politique des migrations | XXX - |
| 093 | Les migrants qui fuient les guerres, les dérèglements climatiques, la pauvreté, le mépris des droits sont stigmatisés et pourchassés dans les territoires où ils ont cherché refuge. La logique répressive, sur fond de xénophobie, mise en place en Europe notamment, se traduit par la mort de centaines de réfugiés contraints de recourir aux réseaux criminels des passeurs. Des règles et des canaux légaux d'immigration sont nécessaires pour faire cesser ces situations. Comment assurer des conditions d'accueil dignes aux migrants ? Comment impulser une politique volontariste en ce sens à l’échelle de l’UE ? Quelles relations le SNES et la FSU doivent-ils développer avec les associations de défense des droits des migrants afin de populariser leur action ? | XXX - |
| 094 |  | XXX - |
| 095 | 8.3 Palestine | XXX - |
| 096 | Le SNES-FSU rappelle son engagement en faveur de la reconnaissance internationale, et notamment par la France, de l'Etat Palestinien, dans le cadre du droit international, comme un des moyens d'avancer vers la paix dans cette région. Il dénonce la politique de colonisation des territoires occupés, et des autres violations des conventions de Genève, qui sont régulièrement perpétrées par l'Etat d'Israël. Il estime que les deux peuples ont droit de vivre en paix dans le cadre de frontières sûres et reconnues, définies par les résolutions de l'ONU. | XXX - |
| 097 |  | XXX - |

***Vote du Texte***

*Pour :– Contre :– Abstention :– NPPV :*